ESKER

Société anonyme

113 boulevard de la Bataille de Stalingrad 69100 VILLEURBANNE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Exercice clos le 31 décembre 2022

ORFIS

Le Park View 79 boulevard de Stalingrad 69100 VILLEURBANNE

S.A.S. au capital de 942 300 € 957 509 045 R.C.S. Lyon

DELOITTE & ASSOCIES

Immeuble Higashi 106 cours Charlemagne 69002 LYON

S.A.S. au capital de 2 188 160 € 572 028 041 RCS Nanterre

ESKER

Société anonyme

113 boulevard de la Bataille de Stalingrad 69100 VILLEURBANNE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'assemblée générale de la société ESKER,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par les assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ESKER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Le paragraphe "Titres de participation et autres immobilisations financières" de la section "2. Principes, règles et méthodes comptables" de l'annexe décrit les règles et méthodes relatives à la dépréciation des immobilisations financières et, notamment, des titres de participation. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nos travaux ont consisté à examiner le caractère approprié de ces règles et méthodes, à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations retenues et à vérifier les calculs effectués ainsi que les informations fournies dans les notes de l'annexe.
- Le paragraphe "Frais de recherche et développement" de la section "2. Principes, règles et méthodes comptables" de l'annexe décrit les règles et méthodes relatives à la comptabilisation, à l'amortissement et à l'évaluation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné le caractère approprié de ces règles et méthodes et leur mise en œuvre, ainsi que de l'information fournie dans les notes de l'annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et règlementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Nous attestons que la déclaration de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes annuels et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise du conseil de surveillance des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées
 en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Villeurbanne et Lyon, le 28 avril 2023 Les commissaires aux comptes

ORFIS

Valérie MALNOY

DELOITTE & ASSOCIES

Arnauld de GASQUET

COMPTES ANNUELS

Bilan Compte de résultat

Annexe



BILAN

ACTIF (en euros)	Montants bruts	Amortisse- ments, provisions	Montants nets au 31/12/2022	Montants nets au 31/12/2021
Immobilisations incorporelles	66 253 473	44 558 680	21 694 793	18 734 879
Immobilisations corporelles	12 762 622	7 034 335	5 728 287	6 168 188
Titres de participation et créances rattachées	61 175 486	5 372 512	55 802 974	47 225 013
Autres immobilisations financières	7 945 214	2 599	7 942 615	8 269 319
Total actif immobilisé	148 136 795	56 968 126	91 168 669	80 397 398
Stocks de matières premières, approvisionnements	396 533		396 533	265 349
Clients et comptes rattachés	23 816 156	53 271	23 762 885	18 873 185
Fournisseurs débiteurs			0	1 049
Autres créances	4 852 945		4 852 945	4 307 476
Valeurs mobilières de placement	6 669 074		6 669 074	2 618 837
Disponibilités	4 892 905		4 892 905	10 636 288
Total actif circulant	40 627 614	53 271	40 574 343	36 702 185
Charges constatées d'avance	2 306 787		2 306 787	2 381 343
Ecart de conversion actif	476 076		476 076	369 999
Total comptes de régularisation	2 782 863	0	2 782 863	2 751 342
TOTAL ACTIF	191 547 271	57 021 397	134 525 875	119 850 925
PASSIF (en euros)			31/12/2022	31/12/2021
PASSIF (en euros) Capital social			31/12/2022 11 971 480	
				11 849 824
Capital social			11 971 480	11 849 824 22 798 315
Capital social Primes d'émission			11 971 480 23 269 875	11 849 824 22 798 315 1 166 064
Capital social Primes d'émission Réserve légale			11 971 480 23 269 875 1 184 982	11 849 824 22 798 315 1 166 064 41 511 467
Capital social Primes d'émission Réserve légale Autres réserves Report à nouveau Résultat			11 971 480 23 269 875 1 184 982 45 856 588 4 477 160	11 849 824 22 798 315 1 166 064 41 511 467 0 8 023 543
Capital social Primes d'émission Réserve légale Autres réserves Report à nouveau Résultat Provisions réglementées			11 971 480 23 269 875 1 184 982 45 856 588	11 849 824 22 798 315 1 166 064 41 511 467 0 8 023 543
Capital social Primes d'émission Réserve légale Autres réserves Report à nouveau Résultat			11 971 480 23 269 875 1 184 982 45 856 588 4 477 160	11 849 824 22 798 315 1 166 064 41 511 467 0 8 023 543 333 478
Capital social Primes d'émission Réserve légale Autres réserves Report à nouveau Résultat Provisions réglementées			11 971 480 23 269 875 1 184 982 45 856 588 4 477 160 393 965	11 849 824 22 798 315 1 166 064 41 511 467 0 8 023 543 333 478
Capital social Primes d'émission Réserve légale Autres réserves Report à nouveau Résultat Provisions réglementées Total Capitaux Propres			11 971 480 23 269 875 1 184 982 45 856 588 4 477 160 393 965	11 849 824 22 798 315 1 166 064 41 511 467 0 8 023 543 333 478 85 682 691
Capital social Primes d'émission Réserve légale Autres réserves Report à nouveau Résultat Provisions réglementées Total Capitaux Propres Autres fonds propres			11 971 480 23 269 875 1 184 982 45 856 588 4 477 160 393 965 87 154 051	11 849 824 22 798 315 1 166 064 41 511 467 0 8 023 543 333 478 85 682 691
Capital social Primes d'émission Réserve légale Autres réserves Report à nouveau Résultat Provisions réglementées Total Capitaux Propres Autres fonds propres Provisions pour risques et charges			11 971 480 23 269 875 1 184 982 45 856 588 4 477 160 393 965 87 154 051	11 849 824 22 798 315 1 166 064 41 511 467 0 8 023 543 333 478 85 682 691 2 444 343 3 566 964
Capital social Primes d'émission Réserve légale Autres réserves Report à nouveau Résultat Provisions réglementées Total Capitaux Propres Autres fonds propres Provisions pour risques et charges Emprunts et dettes financières			11 971 480 23 269 875 1 184 982 45 856 588 4 477 160 393 965 87 154 051 3 101 063 17 614 634	11 849 824 22 798 315 1 166 064 41 511 467 0 8 023 543 333 478 85 682 691 2 444 343 3 566 964 7 882 115
Capital social Primes d'émission Réserve légale Autres réserves Report à nouveau Résultat Provisions réglementées Total Capitaux Propres Autres fonds propres Provisions pour risques et charges Emprunts et dettes financières Dettes fournisseurs et comptes rattachés			11 971 480 23 269 875 1 184 982 45 856 588 4 477 160 393 965 87 154 051 3 101 063 17 614 634 8 006 643 16 458 716 29 903	11 849 824 22 798 315 1 166 064 41 511 467 0 8 023 543 333 478 85 682 691 2 444 343 3 566 964 7 882 115 18 099 490
Capital social Primes d'émission Réserve légale Autres réserves Report à nouveau Résultat Provisions réglementées Total Capitaux Propres Autres fonds propres Provisions pour risques et charges Emprunts et dettes financières Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales			11 971 480 23 269 875 1 184 982 45 856 588 4 477 160 393 965 87 154 051 3 101 063 17 614 634 8 006 643 16 458 716	11 849 824 22 798 315 1 166 064 41 511 467 0 8 023 543 333 478 85 682 691 2 444 343 3 566 964 7 882 115 18 099 490 35 470
Capital social Primes d'émission Réserve légale Autres réserves Report à nouveau Résultat Provisions réglementées Total Capitaux Propres Autres fonds propres Provisions pour risques et charges Emprunts et dettes financières Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Autres dettes			11 971 480 23 269 875 1 184 982 45 856 588 4 477 160 393 965 87 154 051 3 101 063 17 614 634 8 006 643 16 458 716 29 903 42 109	11 849 824 22 798 315 1 166 064 41 511 467 0 8 023 543 333 478 85 682 691 2 444 343 3 566 964 7 882 115 18 099 490 35 470 29 584 039
Capital social Primes d'émission Réserve légale Autres réserves Report à nouveau Résultat Provisions réglementées Total Capitaux Propres Autres fonds propres Provisions pour risques et charges Emprunts et dettes financières Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Autres dettes Total dettes			11 971 480 23 269 875 1 184 982 45 856 588 4 477 160 393 965 87 154 051 3 101 063 17 614 634 8 006 643 16 458 716 29 903 42 109 897,10	31/12/2021 11 849 824 22 798 315 1 166 064 41 511 467 0 8 023 543 333 478 85 682 691 2 444 343 3 566 964 7 882 115 18 099 490 35 470 29 584 039 1 931 119 208 733



(En euros)		
	31/12/2022	31/12/2021
Ventes de marchandises	13 541	13 190
Production vendue	63 742 369	56 939 904
Chiffre d'affaires	63 755 911	56 953 095
Production immobilisée	9 338 084	8 069 793
Subventions d'exploitation	14 000	19 833
Reprises de provisions et transferts de charges	434 456	747 898
Autres produits	7 950 208	8 313 817
Total produits d'exploitation	81 492 659	74 104 436
Achats de marchandises, matières et autres approvisionnements	1 746 055	1 352 454
Variation de stocks	(131 184)	(88 667)
Autres achats & charges externes	23 671 435	17 840 660
Impôts, taxes et versements assimilés	1 367 981	1 266 452
Salaires et traitements	30 760 769	27 596 570
Charges sociales	11 629 526	16 899 698
Amortissements et provisions	8 690 007	7 855 087
Autres charges	410 989	116 637
Total charges d'exploitation	78 145 578	72 838 892
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 347 081	1 265 544
Produits financiers	4 220 810	7 097 658
Charges financières	3 581 731	1 038 411
Résultat financier	639 079	6 059 247
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	3 986 160	7 324 791
Produits exceptionnels	944 931	872 102
Charges exceptionnelles	1 037 383	942 404
Résultat exceptionnel	(92 452)	(70 302)
Impôts sur les bénéfices	583 453	769 053
RESULTAT NET COMPTABLE	4 477 160	8 023 543

ANNEXE



Les comptes sociaux de la société ESKER SA au 31 décembre 2022 ont été arrêtés par le Directoire et présentés pour approbation au Conseil de surveillance du 22 mars 2023.

1. Faits caractéristiques de l'exercice

Abandon de créances au profit d'Esker Italia SrI :

Un abandon de créances a été consenti à Esker Italia à hauteur de 406 K€ correspondant à des créances clients groupe.

Conflit en Ukraine

La société n'est pas directement impactée par la crise géopolitique entre l'Ukraine et la Russie, mais reste toutefois attentive à ses conséquences sur l'économie mondiale.

Acquisition des titres Market Dojo

La société a acquis au 1er juin 2022 50,1% des titres de l'entité Market Dojo qui représente 10 059 797,28 euros en titres immobilisés dans les comptes d'Esker SA.

Dépréciation des titres de E-Integration

A la suite d'une évaluation des titres de sa filiale E-Integration, selon la méthode des flux de trésorerie futurs, une provision pour dépréciation a été passé dans les comptes d'Esker SA pour un montant de 2 527 803 euros.

2. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes au 31 décembre 2022 sont établis en conformité avec les dispositions du code de Commerce (articles L123-12 à L123-28), du règlement ANC N° 2016-07 du 26/12/2016 relatif au Plan Comptable Général et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

À la suite de la transposition de la directive comptable européenne 2013/34 UE, des modifications ont été apportées au règlement ANC n°2014-03 avec la mise en œuvre du règlement 2015-06, celles-ci portant sur :

- La définition du fonds commercial.
- L'évaluation des actifs corporels, incorporels et du fonds commercial postérieurement à leur date d'entrée.
- Le mali technique de fusion.

La Société n'est pas impactée par ces modifications au niveau des comptes sociaux.

À la suite de la nouvelle réglementation ANC 2015-05 du 2 juillet 2015, le résultat de change peut être enregistré en résultat d'exploitation ou en résultat financier en fonction de la nature des opérations l'ayant généré. Il est ainsi prévu d'enregistrer en résultat d'exploitation les résultats de change sur les dettes et créances commerciales. Le risque de change sur ces éléments est en effet lié à l'exploitation au même titre par exemple, que les dépréciations de créances commerciales déjà enregistrées en résultat d'exploitation. A cet effet, un sous-compte de la classe 65 (autres charges de gestion courante) et son équivalent en classe 75 ont été créés.

Le poste gains et pertes de change apparaissant en résultat financier est réservé aux opérations ayant un caractère financier (emprunt bancaire en devise, liquidités en devises).

Les méthodes comptables appliquées sont identiques à celles utilisées pour la préparation des comptes annuels au 31 décembre 2021.

Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations ayant une incidence sur les états financiers.

Les principales estimations faites par le groupe portent notamment sur les hypothèses retenues pour

l'évaluation et la dépréciation des actifs corporels et incorporels,



- l'évaluation des engagements de retraite,
- l'évaluation des provisions.

Ces estimations sont fondées sur les meilleures informations dont la Direction dispose à la date d'arrêté des comptes.

Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et développement

Conformément au Règlement CRC 2004-06 sur les actifs applicables à compter du 1er janvier 2006, les frais de recherche sont comptabilisés en charges et les frais de développement sont immobilisés dès lors que l'entreprise peut démontrer que les critères suivants sont atteints :

- L'entreprise a l'intention, la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme.
- Il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise.
- Le coût de l'actif incorporel créé à ce titre peut être évalué de façon fiable.

Les coûts de développement engagés par la société Esker concernent principalement des développements applicatifs et font l'objet d'un suivi individualisé. Ils sont principalement constitués des coûts salariaux.

Au titre de l'activité de développement de la société, deux catégories d'activité doivent être distinguées :

- Les activités de développement visant à créer de nouveaux produits ou à apporter de nouvelles fonctionnalités aux produits existants, pour lesquels les critères de capitalisation définis par le règlement CRC 2004-06 sont appréciés par les équipes de marketing et de R&D au moment du lancement de ces projets.
- Les activités de développement visant à maintenir les produits existants (adaptation aux nouveaux systèmes d'exploitation, maintenance corrective...), qui ne remplissent pas les conditions requises par le règlement et ne sont donc pas immobilisés.

Les frais de développement immobilisés sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité, estimée à 5 ans. Les frais correspondants à des projets non encore finalisés à la date de clôture sont comptabilisés en immobilisations incorporelles en cours et donnent lieu à des tests de dépréciation.

Autres immobilisations incorporelles

Les logiciels acquis sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité soit 5 ans. Les mesures fiscales dérogatoires permettant un amortissement accéléré de ces logiciels peuvent également être appliquées.

Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût historique d'acquisition. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la Direction.

L'amortissement des immobilisations est calculé linéairement sur les durées d'utilité estimées suivantes :

Terrain: illimité
Bâtiment: 20 ans
Installations générales et agencements: de 5 à 10 ans
Installations techniques, matériel et outillage: de 4 à 5 ans
Matériel de transport: de 3 à 4 ans
Matériel de bureau et informatique: de 2 à 4 ans
Mobilier: 5 ans



Titres de participation et autres immobilisations financières

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par leur coût d'achat hors frais accessoires. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable.

La société utilise les différentes méthodes d'évaluation de la valeur d'utilité des titres de participations détenus, en fonction de chaque situation particulière. Les méthodes d'évaluation sont les suivantes :

- Actif net comptable des sociétés. En cas de situation nette négative, la valeur des titres de participation est ainsi totalement ou partiellement dépréciée et la quote-part de situation nette négative revenant à la société Esker est comptabilisée via une dépréciation des créances éventuellement complétée d'une provision pour risques et charges.
- Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs.

Actions propres

Les actions propres acquises par la société dans le cadre des différents programmes de rachat d'actions visés par l'AMF et autorisés par les Assemblées Générales de la société sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition. A la date de clôture, une provision pour dépréciation est constatée si leur valeur d'inventaire constituée par le cours moyen de bourse du dernier mois avant la clôture de l'exercice est inférieure au prix d'achat.

Les actions propres affectées à des plans de stock-options destinés aux salariés sont classées en valeurs mobilières de placement. Les actions rachetées dans le cadre d'un contrat de liquidité et les actions sans destination précise sont classées en titres immobilisés.

Stocks

Les stocks sont valorisés à leur coût d'acquisition par application de la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

Une provision pour dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur brute est inférieure à leur valeur probable de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles sont dépréciées en fonction du risque de non-recouvrement apprécié au cas par cas.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont calculées selon la méthode « FIFO », une dépréciation est constatée si la valeur de marché devient inférieure à la valeur comptable.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont constituées des amortissements dérogatoires, et sont dotées et reprises en conformité avec les règles fiscales en vigueur.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. L'écart de conversion qui résulte de la valorisation des dettes et créances en devises est inscrit en comptes de régularisation, à l'actif s'il s'agit d'une perte latente et au passif s'il s'agit d'un profit latent. Les pertes latentes non couvertes font l'objet d'une provision pour risques.

Litiges et provisions pour risques et charges

D'une manière générale, chacun des litiges connus, dans lesquels la société est impliquée, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par la direction, et après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

Indemnités de départ à la retraite

En application de la loi française, la société a l'obligation de verser aux salariés partant en retraite une indemnité de fin de carrière. Les engagements correspondants sont calculés annuellement selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière. Ce calcul est réalisé en application de la convention collective applicable (SYNTEC) et repose notamment sur les éléments suivants :



- Âge estimé de départ en retraite.
- Ancienneté du personnel à la date de départ en retraite.
- Probabilité de présence des salariés dans l'entreprise à l'âge de départ en retraite.
- Taux d'augmentation des salaires.
- Taux d'actualisation.

Les engagements ainsi calculés sont comptabilisés en provision pour risques et charges. Les écarts résultant des changements d'hypothèses actuarielles sont comptabilisés en résultat dès qu'ils sont constatés. Les indemnités de départ à la retraite sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont effectivement supportées.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la société est principalement constitué de ventes de licences, de contrats de prestation de maintenance et de prestations de services associées (formation et assistance à la mise en œuvre), de ventes services accessibles à la demande via internet (externalisation des envois de fax et courriers) et de fournitures de matériel (cartes fax).

- Les ventes de licences et de matériel sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de livraison.
- Les produits relatifs aux contrats de maintenance sont comptabilisés en chiffre d'affaires de manière linéaire sur la durée totale du contrat. Dans le cas de contrats portant sur l'exercice en cours et les exercices suivants, des produits constatés d'avance sont comptabilisés à la clôture de l'exercice pour la partie des contrats correspondant aux exercices futurs.
- Les prestations de services liées aux ventes de logiciels sont comptabilisées en chiffre d'affaires au fur et à mesure de leur réalisation.
- Les autres prestations de services sont constatées en chiffre d'affaires à leur date de réalisation.



3. Notes relatives au bilan et compte de résultat

Note 1 Immobilisations incorporelles

Au 31/12/2022	Ouverture	Augmen- tations	Diminutions	Transfert	Clôture
Frais de développement	52 143 752	4 581 377		4 062 737	60 787 866
Logiciels	547 947	103 501	-937		650 511
Autres immobilisations incorporelles	58 389	0			58 389
Immobilisations incorporelles en-cours	4 062 737	4 756 707		-4 062 737	4 756 707
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES VALEURS BRUTES	56 812 825	9 441 585	-937	0	66 253 473
Frais de développement	37 516 395	6 410 514			43 926 909
Logiciels	503 162	71 157	-937		573 382
Autres immobilisations incorporelles	58 389				58 389
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES AMORTISSEMENTS	38 077 946	6 481 671	-937	0	44 558 680
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES VALEURS NETTES	18 734 879	2 959 914	0	0	21 694 793

Les variations constatées concernent principalement les frais de développement qui ont été immobilisés sur la période, et notamment sur les développements de nos solutions en mode SaaS (Esker On Demand), activés tous les semestres.

104 K€ ont également été investis dans des licences SAP, en lien avec la migration vers s/4Hana.

Note 2 Immobilisations corporelles

Au 31/12/2022 En euros	Ouverture	Augmen- tations	Diminutions	Clôture
Installations techniques, matériel et outillage	5 067 983	431 706		5 499 689
Matériel de transport	10 567			10 567
Matériel de bureau et informatique	4 763 852	719 719	(87 223)	5 396 348
Bâtiments et terrains	1 856 018			1 856 018
Immobilisations corporelles en cours	0			0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES - VALEURS BRUTES	11 698 420	1 151 425	-87 223	12 762 622
Installations techniques, matériel et outillage	2 207 432	731 850		2 939 282
Matériel de transport	10 567			10 567
Matériel de bureau et informatique	3 123 430	813 613	(85 032)	3 852 012
Bâtiments et terrains	188 802	43 671		232 473
Immobilisations corporelles en cours	0			0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES - AMORTISSEMENTS	5 530 232	1 589 134	(85 032)	7 034 334
IMMOBILISATIONS CORPORELLES - VALEURS NETTES	6 168 187	(437 710)	(2 191)	5 728 287

Les principales acquisitions de la période correspondent à 437 K€ de matériel informatique (renouvellement de matériel pour les salariés existants et équipement des nouveaux salariés) et 188 K€ d'investissements réalisés sur la plate-forme Esker On Demand (serveurs, boitiers de stockage et machines pour l'usine courrier de Décines principalement).

0,4 M€ de travaux et agencements ont été réalisés sur l'exercice, dont 299 K€ au siège de la société avec l'acquisition de nouvelles surfaces et 74 K€ à l'usine courrier de Décines.

Enfin, des investissements en mobilier ont été réalisés à hauteur de 87 K€, liés à la hausse des effectifs.



Note 3 Immobilisations financières

Au 31/12/2022 En euros	Ouverture	Augmen- tations	Diminutions	Clôture
Titres de participation	44 740 489	10 091 375		54 831 864
Créances rattachées	6 396 657	1 870 371	-1 923 406	6 343 621
Actions Esker	2 378 792		-78 140	2 300 653
Obligations	4 779 918	1 083 463	-1 150 062	4 713 319,80
Autres*	1 110 609	4 266 626	-4 445 993	931 242
IMMOBILISATIONS FINANCIERES VALEURS BRUTES	59 406 465	17 311 836	-7 597 601	69 120 700
Titres de participation	589 218	2 522 681		3 111 899
Créances rattachées	3 322 915	60 874	-1 123 177	2 260 613
Actions Esker	0,00			0
Obligations	0	2 599		2 599
Autres*	0			0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DEPRECIATION	3 912 134	2 586 154	-1 123 177	5 375 111
IMMOBILISATIONS FINANCIERES VALEURS NETTES	55 494 331	14 725 682	-6 474 424	63 745 589

^{*} comprend le compte de liquidité, les dépôts et les cautionnements

Titres de participation

Le détail des titres de participation (bruts et nets) est donné dans le « tableau des filiales et participations » en paragraphe « 4. Autres informations ».

Les principales variations portent sur les provisions de la période, qui ont été estimées conformément à la méthode décrite dans les méthodes et principes comptables de la section 2 de la présente annexe.

Comme pour les exercices précédents, des tests de dépréciation ont été effectués au 31 décembre 2022 sur les titres Esker Inc, CalvaEdi et E-integration. Ces tests ont généré la comptabilisation d'une provision pour dépréciation des titres E-integration à hauteur de 2 523 K€ au 31 décembre 2022.

Les tests de dépréciation conduisent à déterminer la valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie ou d'un regroupement d'UGT, qui est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la valeur comptable. En pratique, la valeur d'utilité est retenue, déterminée à partir de projections actualisées des flux futurs de trésorerie d'exploitation sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale.

Les hypothèses retenues pour déterminer la valeur terminale en matière de croissance (2,2%) et du taux d'actualisation (8,1%) sont conformes aux données disponibles sur le marché et prudentes.

Des tests ont été effectués pour apprécier la sensibilité de la valeur recouvrable aux variations de certaines hypothèses actuarielles, principalement le taux d'actualisation, le taux de croissance à l'infini et le niveau de résultat d'exploitation.

Créances rattachées à des participations

L'évolution des créances rattachées à des participations provient principalement des éléments suivants :

- Diminution de 840 K€ de la créance Esker Australie liée à la baisse de 796 K€ des créances à long terme et à l'impact de la variation du taux de change du dollar australien (44 K€).
- Diminution de 69 K€ de la créance Esker Hong Kong lié à la variation du dollar de Hong Kong.
- Augmentation de 645 K€ de la créance Esker Asia dont 102 K€ liés à la variation du taux de change du dollar de Singapour,
- Augmentation d'une créance à long terme avec la filiale E-integration pour 209 K€ au 31/12/2022

Actions Propres Esker

La variation des actions propres est présentée dans la note 4 ci-après.



Obligations

A la clôture, le montant total des positions d'Esker SA s'élève à 4 713 K€.

Note 4 Actions propres

Le nombre et la valeur des actions propres détenues par la société ont évolué de la manière suivante au cours de l'exercice 2022 :

Nombre d'actions propres	Titres immobilisés	Valeurs mobilières	Exercice 2022
Nb d'actions propres détenues au 1/01/2022	144 196	3 686	147 882
Transfert			
Achats d'actions (contrat de liquidité)		27 288	27 288
Ventes d'actions (contrat de liquidité)		(26 473)	(26 473)
Vente d'actions (croissance externe)	(5 493)		(5 493)
Nb d'actions propres détenues au 31/12/2022	138 703	4 501	143 204
Addison to the second	There to well the fe	Malaura mal 922 ma	Francisco 0000
Actions propres (en euros)	Titres immobilisés	Valeurs mobilières	Exercice 2022
Solde brut au 1/01/2021	2 378 730	605 944	2 984 674
Provision	0	0	0
Solde net au 1/01/2021	2 378 730	605 944	2 984 674
Transfert			0
Achats d'actions (contrat de liquidité)		4 445 993	4 445 993
Ventes d'actions (contrat de liquidité)	(78 141)	(4 640 159)	(4 718 300)
Levées d'option d'achats	,	,	Ó
Solde brut au 31/12/2022	2 300 589	411 778	2 712 367
Provision	0	0	0
Solde net au 31/12/2022	2 300 589	411 778	2 712 367

La variation des actions propres comptabilisées en valeurs mobilières correspond aux achats et ventes de titres dans le cadre du contrat de liquidités. Les actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidités, préalablement comptabilisées en immobilisations financières, ont été reclassées en valeurs mobilières de placement compte tenu de l'objectif du contrat de liquidités conclu, qui ne prévoit que la régularisation de cours.

Note 5 Créances clients

	31/12/2022		31/12/2021			
En euros	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Créances clients - hors Groupe	18 124 728	-53 271	18 071 457	13 327 161	-26 731	13 300 430
Créances clients - Groupe	5 691 428	0	5 691 429	5 572 755	0	5 572 755
TOTAL CREANCES CLIENTS	23 816 156	-53 271	23 762 885	18 899 916	-26 731	18 873 185



Note 6 Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances

En euros	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	6 343 621		6 343 621
Autres immobilisations financières	3 231 895		3 231 895
Clients douteux ou litigieux	73 591		73 591
Autres créances clients	23 742 565	23 742 565	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	11 805	11 805	
Autres impôts, taxes et assimilés	3 261 060	3 261 060	
Comptes courants Groupe	1 516 128	1 516 128	
Débiteurs divers	63 952	63 952	
Charges constatées d'avance	2 306 787	2 306 787	
TOTAL GENERAL	40 551 403	30 902 297	9 649 106

Etat des dettes

En euros	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Avance conditionnée	0	0	0	
Emprunts et dettes financières divers	17 614 635	6 849 998	10 764 637	
Fournisseurs et comptes rattachées	8 006 643	8 006 643		
Personnel et comptes rattachés	8 365 196	8 365 196		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	6 019 797	6 019 797		
Taxe sur la valeur ajoutée	1 719 383	1 719 383		
Autres impôts, taxes et assimilés	354 341	354 341		
Groupe et associés	0		0	
Autres dettes	29 903	29 903		
Produits constatés d'avance	1 845 170	1 670 175	174 995	
TOTAL GENERAL	43 955 067	33 015 435	10 939 632	

Note 7 Etat de conversion sur dettes et créances libellées en monnaie étrangères

En euros	Ecart de conversion actif	Ecart de conversion passif
Créances rattachées à des participations	0	315 694
Créances d'exploitation	476 076	0
Dettes d'exploitation	0	0
TOTAL	476 076	315 694

Le solde des écarts de conversion a fait l'objet d'une dotation sur provision au 31 décembre 2022



Note 8 Produits à recevoir et charges à payer

En euros	2 022
Créances clients et comptes rattachés	483 795
Autres créances	
Fournisseurs - avoirs à recevoir	25 909
Personnel - produits à recevoir	
Organismes sociaux - produits à recevoir	11 805
Divers - produits à recevoir	
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	521 509
Dettes fournisseurs et comptes rattachées	5 986 667
Dettes fiscales et sociales	
Etat - charges à payer	177 222
Personnel - provision congés payés, primes et intéressement	8 226 463
Organismes sociaux	4 526 787
Taxes assises sur salaires	
Autres dettes :	
Clients - avoirs à établir	
Divers - charges à payer	
TOTAL DES CHARGES A PAYER	18 917 139

Note 9 Charges et produits constatés d'avance

Les charges constatées d'avance sont principalement constituées de charges d'exploitation courante.

Les produits constatés d'avance concernent :

- Les contrats de maintenance commercialisés par la société. Le chiffre d'affaires correspondant est en effet comptabilisé linéairement sur la durée totale des contrats.
- Les abonnements facturés d'avance dont le revenu est ensuite reconnu mensuellement.
- Les prestations de services pour les projets dont le chiffre d'affaires à l'avancement est inférieur au montant facturé.

Note 10 Capital social et variation des capitaux propres

	Valeur (en euros)	Nombre d'actions
Capital social au 31 décembre 2021	11 849 824	5 924 912
Augmentation de capital	101 700	50 850
Levée de stock-options	19 956	9 978
Capital social au 31 décembre 2022	11 971 480	5 985 740



(en euros)	Capital et prime d'émission	Résultat	Réserves	Report à nouveau	Provisions réglementées	Capitaux propres
Situation au 31 décembre 2021	34 648 139	8 023 543	42 677 531	0	333 478	85 682 691
Augmentation de capital	121 656		-104 286			17 370
Options de souscription d'actions	471 560					471 560
Autres mouvements			4 449 407	-5 458 333	60 487	-948 439
Affectation du résultat de l'exercice		-8 023 543	18 918	5 458 333		-2 546 291
Résultat de l'exercice		4 477 160				4 477 160
Situation au 31 décembre 2022	35 241 355	4 477 160	47 041 570	0	393 965	87 154 051

9 978 options de souscription d'actions ont été exercées au cours de l'exercice 2022, générant une augmentation du capital social de 19 956 € et une prime d'émission de 471 560 €. Les actions nouvelles ont été intégralement libérées du montant du nominal et de la prime, soit pour un montant de 491 516 €.

Les actions propres au nombre de 143 204 au 31/12/2022, représentent 2,39% du capital de la société (contre 2,50% au 31/12/2021). Ces actions propres n'ont pas de droit de vote, ce qui porte le nombre de droits de votes attachés au capital à 5 842 536 au 31/12/2022.

Le 4 mai 2022, le directoire a constaté l'attribution définitive de 50 850 actions attribuées le 4 mai 2020 dans le cadre d'un plan d'attribution gratuite d'actions et a décidé d'augmenter le capital de 101 700 € au moyen de la création de 50 850 actions nouvelles de 2 € chacune, sans prime d'émission par prélèvement sur le compte « autres réserves ».

Un dividende a été distribué aux actionnaires au cours de la période, en espèces à hauteur de 3 555 K€.

Note 11 Plans de stock-options et bons de souscription d'actions

Les variations du nombre d'options de souscriptions, bons de souscriptions d'actions et actions gratuites attribués au personnel du groupe au cours de l'exercice 2022 se présentent de la manière suivante :

	Options de souscription d'actions Actions Gratuites attribu			
	Quantité	Prix d'exercice moyen pondéré en €	Quantité	Prix d'exercice moyen pondéré en €
Solde à exercer au 31/12/2021	79 382	66,56	115 650	147,14
Quantité attribuée	-	-	110 940	132,26
Quantité exercée	(9 978)	49,26	(50 850)	101,00
Quantité échue ou perdue pour cause de départ	(2 863)	31,54	-	-
Solde à exercer au 31/12/2022	66 541	59,38	175 740	113,20

Les actions gratuites attribuées sur la période seront créées au terme de la période d'acquisition de 3 ans pour le plan d'attribution du 1er octobre 2022 et pour une durée de 7 ans comprenant des périodes d'acquisition et de disponibilité successives selon le calendrier suivant :

Une première période d'acquisition de 24 mois (soit du 1er juin 2022 au 31 mai 2024 inclus) au terme de laquelle le Bénéficiaire n'acquiert que 25% de l'attribution, les actions acquises demeurant indisponibles pendant une nouvelle période de 24 mois,

A compter du 25ème mois, le Bénéficiaire acquiert ensuite 1/4 de l'attribution tous les 12 mois, ces 25% demeurant à chaque fois indisponibles pendant une nouvelle période de 24 mois,



Chaque portion acquise devient disponible au terme d'une période de conservation de 24 mois, la dernière portion de l'attribution devenant alors disponible le 1er juin 2029.

par augmentation de capital par incorporation de réserves. En conséquence, aucune charge n'est à constater dans les comptes de la société à ce titre.

Note 12 Provisions pour risques et charges et litiges

En euros	Provision au début de l'exercice	Augmentation de l'exercice	Montant utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions pour pertes de change	369 999	744 262		-638 185	476 076
Provisions pour risque financier	1			(1)	0
Autres provisions pour risques	0		0		0
Provision pour indemnité de départ en retraite	2 074 343	550 644			2 624 987
TOTAL	2 444 343	1 294 906	0	-638 186	3 101 063

Les provisions pour indemnités de départ en retraite sont analysées dans la note 13 ci-après.

Note 13 Indemnité de départ à la retraite

En France, les engagements relatifs aux indemnités de départ en retraite des salariés de la société ont été évalués selon la même méthode que l'exercice précédent avec l'application d'une table de turn-over en fonction de l'ancienneté du salarié. En effet, le turn-over constaté diminue avec l'augmentation de l'ancienneté du salarié.

Ainsi, les hypothèses utilisées pour le calcul des engagements de retraite au 31 décembre 2022 sont les suivantes :

Hypothèses d'évaluation des engagements de retraite en	n France
Taux d'actualisation	3,60%
Taux de croissance des salaires	4,37%
Taux de charges sociales	45%
Age de départ à la retraite	65 ans
Taux de turn-over	7,75%

Une partie des engagements de retraite ont été externalisés dans un fond depuis 2016 pour 350 K€.

Note 14 Ventilation du chiffre d'affaires

Par secteur d'activité

En euros	31/12/2022	31/12/2021
Vente de Hardware	7 937	10 279
Vente de licence, contrats de maintenance	575 551	644 702
Prestations de services	16 215 993	15 169 118
Activité On demand	46 956 430	41 128 996
CHIFFRE D'AFFAIRES	63 755 911	56 953 095



Par secteur géographique

En euros	31/12/2022	31/12/2021
France	38 720 402	33 400 589
Etranger	25 035 509	23 552 506
CHIFFRE D'AFFAIRES	63 755 911	56 953 095

Note 15 Transferts de charges

En euros	31/12/2022	31/12/2021
Indemnités journalières de sécurité sociale & autres organismes	189 222	167 753
Avantages en nature salariés	195 526	178 279
Remboursements d'assurance	1 246	26 200
Remboursements de frais de formation professionnelle continue		10 758
Aide à l'embauche PME - Ministère du travail	6 444	37 678
Divers		3 941
TOTAL	392 438	424 610

Note 16 Résultat financier

En euros	31/12/2022	31/12/2021
Dotation aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	2 583 555	135 688
Dotation aux provisions pour perte de change	744 262	877 977
Dotation aux provisions pour dépréciation des valeurs mobilières de placement	160 187	0
Dotation aux provisions pour risques et charges	0	0
Autres charges financières	35 469	8 432
Pertes de change	58 259	16 314
CHARGES FINANCIERES	3 581 731	1 038 411
Reprise sur provisions pour perte de change	638 185	1 111 519
Reprise de provisions des immobilisations financières	1 123 177	247 956
Reprise de provisions des valeurs mobilières de placement	157 588	
Reprise sur provisions pour risques et charges	0	0
Produits nets sur cession de VMP et autres placements	13 070	9 688
Produits financiers de participation	2 050 000	5 649 741
Autres produits financiers	44 289	9 011
Gains de change sur achats et ventes groupe	194 502	69 743
PRODUITS FINANCIERS	4 220 810	7 097 658
RESULTAT FINANCIER	639 079	6 059 247

L'impact du change latent sur le résultat financier de l'année est une charge de 106 K€ contre produit de 234 K€ pour l'exercice précédent. Le change latent provient, principalement des reprises sur provisions pour perte de change.

Le risque de change encouru par la société est principalement lié aux opérations intragroupes réalisées en dollars US, livres sterling, dollars singapouriens, dollars australiens, ringgit malaysien et dollars canadiens.

La société a reçu des dividendes de Neotouch Cloud Solutions (1 800 K€) et Esker GmbH (250 K€).



Des reprises de provisions sur créances rattachées à des participations ont été enregistrées sur l'Australie (916 K€) et Singapour (207 K€). Des dotations aux provisions sur titres ont été comptabilisées pour la filiale E-integration à hauteur de 2 523 K€.

Note 17 Résultat exceptionnel

En euros	31/12/2022	31/12/2021
Abandon de créances	405 951	492 553
Dotation aux amortissements dérogatoires	63 002	57 784
Valeurs nettes comptables immobilisations cédées	23 770	7 437
Moins-values sur cessions d'actions propres	496 565	0
Dotation pour risques et charges exceptionnels	21 851	367 855
Dons et libéralités	0	0
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	2 984	16 775
Autres charges exceptionnelles diverses	23 260	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 037 383	942 404
Reprise sur amortissements dérogatoires	0	0
Reprise sur provision pour dépréciation des actions propres	21 851	0
Boni sur cessions d'actions propres	796 072	350 143
Produits de cession d'immobilisations	22 665	11 733
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	2 343	31 841
Reprise sur provision pour risques et charges	0	468 385
Autres produits exceptionnels divers	102 000	10 000
PRODUITS EXCEPTIONNELS	944 931	872 102
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-92 452	-70 302

102 K€ de pénalités pour résiliation de contrat anticipée ont été facturées au client Mars en novembre 2022.

Une plus-value de 718 K€ a été réalisée à la suite de la vente d'actions propres dans le cadre de l'acquisition de la société Market Dojo.

Un abandon de créances de 406 K€ a été consenti à Esker Italie.

Note 18 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

L'impôt comptabilisé au titre de l'exercice clos le 31/12/2022 s'analyse de la manière suivante

En euros	Impôt comptabilisé
Crédit d'impôt recherche	893 301
Contribution additionnelle IS	0
Impôt sur les sociétés	-309 848
(CHARGE) / PRODUIT D'IMPOT	583 453

La ventilation de l'impôt est analysée ci-dessous :



En euros	Résultat avant impôt	(Impôt dû) / économie	Résultat net comptable
Résultat courant	3 986 160	-1 499 867	5 486 026
Crédit d'impôt recherche		893 301	-893 301
Résultat exceptionnel	-92 452	23 113	-115 565
RESULTAT COMPTABLE	3 893 708	-583 453	4 477 160

Note 19 Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

En euros	31/12/2021		Variation	31/12/2022	
	Actif	Passif	Résultat	Actif	Passi
ECALAGES CERTAINS OU EVENTUELS					
. Charges non déductibles temporairement					
Congés payés	3 414 395		187 656	3 602 051	
Contribution de solidarité	50 237		(5 067)	45 170	
Provision indemnité de départ en retraite	2 074 343		550 644	2 624 987	
de Charges déduites ou produits imposés discalement et non encore comptabilisés					
cart de conversion passif	208 733		106 961	315 694	
ELEMENTS A IMPUTER					
Péficits reportables	0		C	0	
Noins-values à long terme			C)	
Perte des moins-values à long terme - changement de égime fiscal			C)	
OTAL	5 747 708	0	840 194	6 587 902	
aux d'impôt	26,5%	26,5%	25,0%	25,0%	25,
ILLEGEMENT / ACCROISSEMENT DE LA DETTE UTURE D'IMPÔT	1 523 143	0	210 048	1 646 975	
En euros -	31/12/20	021	Variation	31/12/202	2
	Actif	Passif	Résultat	Actif	Passif
DECALAGES CERTAINS OU EVENTUELS					
1. Charges non déductibles temporairement					
Congés payés	3 414 395		187 656	3 602 051	
Contribution de solidarité	50 237		(5 067)	45 170	
Provision indemnité de départ en retraite	2 074 343		550 644	2 624 987	
2. Charges déduites ou produits imposés fiscalement et non encore comptabilisés					
Ecart de conversion passif	208 733		106 961	315 694	
ELEMENTS A IMPUTER					
Déficits reportables	0		0	0	
Moins values à long terme			0		
Perte des moins values à long terme - changement de régime fiscal			0		
TOTAL	5 747 708	0	840 194	6 587 902	0
Taux d'impôt	26,5%	26,5%	25,0%	25,0%	25,0%
ALLEGEMENT / ACCROISSEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔT	1 523 143	0	210 048	1 646 975	0

Note 20 Engagements financiers

Crédit-bail



En euros	Valeur d'origine	Coût total du finance- ment	Valeur résiduelle de l'option d'achat	Charges sur exercices antérieurs	Charges de l'exercice	Engage- ments restant dus	Echéance des engagements restants dus		
							< 1 an	entre 1 et 5 ans	> 5 ans
Matériel et outillage	1 139 658	1 139 755	11 397	558 229	227 951	353 576	227 951	125 625	
TOTAL	1 139 658	1 139 755	11 397	558 229	227 951	353 576	227 951	125 625	0

Autres engagements

Néant.



4. Autres informations

Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

La Société n'est pas directement exposée au conflit entre la Russie et l'Ukraine, n'étant pas présente dans ces deux pays.

En janvier 2023, une nouvelle société a été créée en Belgique pour porter le développement de la région du Benelux.

Rémunération des dirigeants

AU 31/12/2022	Rémunération	Nature de la rémunération versée				
En euros	versée (base brute)	Salaires fixes, honoraires	Salaires variables	Avantages en nature	Jetons de présence	
Membres du Directoire	1 034	504	515	16		
Membres du Conseil de Surveillance	97	65			32	
TOTAL	1 131	569	515	16	32	

Effectif moyen

	31/12/2022	31/12/2021
Cadres	399	367
Employés	45	54
TOTAL EFFECTIF MOYEN	444	421

Identité de la société établissant les comptes consolidés

ESKER

113 Boulevard de la Bataille de Stalingrad 69100 Villeurbanne

RCS LYON B 331 518 498

www.esker.fr



Tableau des filiales et des participations

En euros										
Filiales (plus de 10 %	du capital (détenu)								
Esker Inc	1936	33 982 418	100%	33 390 187	33 390 187	0		67 114 061	8 827 949	
Esker Gmbh	26 000	1099 427	100%	26 334	26 334	0		4 688 053	576 632	
Esker Ltd	113	6 179 218	100%	135	135	1245 301		8 773 694	2 516 742	
Esker Italia SRL	10 400	10 400	100%	15 985	0	0		2 760 059	-405 951	
Esker Iberica SL	3 004	688 595	100%	3 087	3 087	0		5 648 658	-127 020	
Esker Australia Pty Ltd	223 029	-1362 966	100%	249 125	0	2 503 825		5 422 866	996 341	(1)
Esker Asia Pte Ltd	-1	-1	100%	62 656	0	0				(2)
Esker Document Automation Asia Pte ltd	209 790	-229 370	100%	186 012	0	1371414		2 913 161	219 457	(1)
Esker Document Automation Malaysia Pte ltd	63 852	-569 809	100%	75 440	0	698 030		1938 151	-54 955	
Esker Solution Canada	1	1899 803	100%	1	1	16 128		2 040 130	575 147	
CalvaEDI	42 000	3 099 698	100%	6 042 045	6 042 045	0		2 565 952	777 375	
E-integration GmbH	100 000	-1598 244	100%	4 588 918	2 061 115	2 025 051		3 586 661	-1358 901	
Esker Document Automation Hong Kong Ltd	1202	372 599	100%	1126	1126	0		896 967	-5547	
Market Dojo	333	-141021	50,1%	10 059 797	10 059 797			822 335	-687 980	(3)
Neotouch Cloud Solution	30 000	8 637 785	30%	9 000	9 000			177 825 206	49 317 575	(4)
Axeleo				30 303	30 303					
Cygogn/BUM				81713	81 713					
Total				54 821 865	51 704 844	7 859 748	0	286 995 953	61 166 864	0